

Document:	<u>EB 2021/134/R.41/Sup.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>19(b)(ii)(a)</u>
Date:	<u>10 décembre 2021</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Français</u>

**F**



Investing in rural people

## **La République du Burundi**

### **Programme de développement de l'entrepreneuriat rural (PRODER)**

### **Accord de financement négocié**

Conseil d'administration — Cent trente-quatrième session  
Rome, 13-16 décembre 2021

---

Pour: **Information**

## **Accord de financement négocié:**

### **« Programme de développement de l'entrepreneuriat rural (PRODER) »**

(Négociations conclues le 3 Décembre 2021)

Prêt No : \_\_\_\_\_

Don No : \_\_\_\_\_

Nom du Programme : Programme de développement de l'entrepreneuriat rural  
(le " Programme ")

La République du Burundi (" l'Emprunteur / le bénéficiaire ")

Et

Le Fonds international de développement agricole (le " Fonds " ou le " FIDA ")

(désignés individuellement par une "Partie" et collectivement par les "Parties")

**ATTENDU QUE** l'Emprunteur/le bénéficiaire a sollicité du Fonds un prêt et un don pour le financement du Programme décrit à l'Annexe 1 du présent accord ;

**ATTENDU QUE** le Programme comporte un déficit de financement. En cas de confirmation de cofinancement, l'Emprunteur conclura des accords de financement complémentaires pour le financement du Programme décrit à l'Annexe 1 du présent accord ;

**Considérant** que le Fonds a accepté de financer le Programme ;

**Par conséquent**, les parties conviennent de ce qui suit :

#### **Section A**

1. Le présent accord comprend l'ensemble des documents suivants : le présent document, la description du Programme et les dispositions relatives à l'exécution (Annexe 1), le tableau d'affectation des fonds (Annexe 2) et les clauses particulières (Annexe 3).
2. Les Conditions Générales applicables au financement du développement agricole en date du 29 avril 2009, telles que modifiées en décembre 2020 et toutes éventuelles modifications postérieures ("les Conditions Générales") sont annexées au présent document, et l'ensemble des dispositions qu'elles contiennent s'appliquent au présent accord. Aux fins du présent accord, les termes dont la définition figure dans les Conditions Générales ont la signification qui y est indiquée.
3. Le Fonds accorde à l'Emprunteur un Prêt et un Don (le "Financement"), que l'Emprunteur utilise aux fins de l'exécution du Programme, conformément aux modalités et conditions énoncées dans le présent accord.

## Section B

1. A. Le montant du Prêt est de dix millions sept cent cinquante mille dollars des Etats-Unis (USD 10 750 000).  
  
B. Le montant du Don est de quarante-deux millions neuf cent cinquante mille dollars des États-Unis (USD 42 950 000).
2. Le prêt est accordé à des conditions particulièrement favorables, assorti d'un délai de remboursement de quarante (40) ans, incluant un différé d'amortissement de dix (10) ans à compter de la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration du FIDA. Le prêt est exempt d'intérêt mais soumis à une commission de service.
3. La monnaie de paiement au titre du service du prêt est le dollar américain.
4. L'exercice financier débute le 1<sup>er</sup> juillet et clôture le 30 juin.
5. Le remboursement du principal et le paiement de la commission de service du prêt sont exigibles le 1<sup>er</sup> avril et le 1<sup>er</sup> octobre.
6. Un compte désigné en dollars américains (USD) pour l'utilisation exclusive du Programme sera ouvert à la Banque Centrale de la République du Burundi. L'Emprunteur devra informer le Fonds des fonctionnaires autorisés à exploiter le compte désigné.
7. Un compte d'opération en francs burundais alimenté par le Compte Désigné sera également ouvert à la Banque Centrale de la République du Burundi.
8. L'Emprunteur/le Bénéficiaire fournira des fonds de contrepartie aux fins du Programme d'un montant estimé de 7,1 millions dollars des Etats-Unis (7 100 000 USD) principalement sous forme de taxes et impôts sur les dépenses du Programme ainsi que la mise à disposition de bureaux pour l'unité de facilitation et de coordination du Programme et les unités de facilitation et de coordination régionales.

## Section C

1. L'agent principal du Programme est le Ministère chargé de l'Environnement de l'Agriculture et de l'Elevage.
2. Un examen à mi-parcours sera effectué conformément aux dispositions des alinéas 8.03 (b) et (c) des Conditions Générales. Toutefois, les parties peuvent convenir d'une date différente pour l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme.
3. La date d'achèvement du Programme est fixée au septième anniversaire de la date d'entrée en vigueur du présent accord et la date de clôture du financement sera 6 mois plus tard, ou toute autre date désignée par le Fonds par notification à l'Emprunteur/le Bénéficiaire.
4. L'acquisition de biens, travaux et services financés par le Financement est effectuée: Conformément aux dispositions de la réglementation de l'Emprunteur/Bénéficiaire en matière de passation des marchés, dans la mesure où elles sont conformes aux directives pour la passation des marchés relatifs aux projets du FIDA.

## Section D

1. Le Fonds administrera le Prêt et le Don et supervisera le Programme.

## Section E

1. Les éléments ci-dessous constituent des conditions préalables au premier décaissement et s'ajoutent à la condition prévue à la Section 4.02 b) des Conditions générales :

i) Un Coordonnateur du Programme, le responsable de suivi-évaluation, le responsable de la passation des marchés et le responsable administratif et financier ont été recrutés selon un processus de sélection compétitif.

ii) Le manuel de procédures administratives, financières et comptables a reçu la non-objection du FIDA.

iii) Les inéligibilités, telles que communiquées au ministère des finances par lettres datées du 19 juillet 2021 et 18 août 2021 respectivement, soient résolues à la satisfaction des deux parties.

2. Les éléments suivants sont désignés comme des motifs supplémentaires de suspension du présent accord :

a) Le manuel des procédures de gestion et/ou l'une de ses dispositions a fait l'objet d'une renonciation, d'une suspension, d'une résiliation, d'une modification ou d'un amendement sans l'accord préalable du Fonds, et le Fonds, après consultation avec l'Emprunteur/Bénéficiaire, a déterminé qu'il a eu, ou est susceptible d'avoir, un effet préjudiciable important sur le Programme.

b) Tout personnel clé du Programme a été nommé, transféré ou démis de ses fonctions sans la non objection du FIDA.

3. Cet accord est soumis à la ratification de l'Emprunteur/Bénéficiaire.

4. Toutes les communications ayant trait au présent accord doivent être adressées aux représentants dont le titre et l'adresse figurent ci-dessous :

Pour l'Emprunteur/le Bénéficiaire

Son Excellence  
Monsieur le Ministre des finances, du budget  
et de la planification économique  
de la République du Burundi

Pour le Fonds:

Le Président  
Fonds international de développement agricole  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italie

Le présent accord a été établi en langue française en deux (2) exemplaires originaux, un (1) pour le Fonds et un (1) pour l'Emprunteur.

**LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

\_\_\_\_\_  
Dr Domitien Ndiwokubwayo  
Ministre des finances, du budget et de la planification économique de la  
République du Burundi

Date : \_\_\_\_\_

**FONDS INTERNATIONAL  
POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE**

\_\_\_\_\_  
Gilbert F. Hougbo  
Président

Date : \_\_\_\_\_

## Annexe 1

### *Description du programme et dispositions relatives à l'exécution*

#### I. Description du programme

1. *Population cible.* Le PRODER ciblera 85 000 bénéficiaires (510 000 en tenant compte des membres des ménages isolés ou groupés en coopératives). Parmi ces bénéficiaires directs, 80 000 personnes seront issues de ménages ruraux pauvres, et 5 000 seront des prestataires de biens et de services, dont les activités seront renforcées. Sur les 80 000 bénéficiaires, 50% seront des femmes, et 50% des jeunes. Par ailleurs, 30% d'entre eux bénéficieront aussi de Programmes en cours ou achevés. Ils recevront un appui pour consolider leurs activités.

*Zone d'intervention du Programme.* Le Gouvernement burundais donnera au programme une portée nationale. Grâce au financement alloué au titre de FIDA11, le PRODER concernera d'abord 12 provinces : Bubanza, Cibitoke, Muramvya, Rutana, Ruyigi, Karuzi, Kayanza, Ngozi, Gitega, Muyinga, Makamba et Bururi. L'extension dans les autres provinces sera déterminée lors de la revue du Programme à mi-parcours.

*But.* Le but du Programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire des populations rurales.

2. *Objectifs de développement.* L'objectif du Programme est de promouvoir de manière équitable et inclusive l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, ainsi qu'un environnement propice au développement des entreprises agropastorales et au renforcement de la résilience des personnes pauvres les plus vulnérables des zones rurales.

3. *Composantes.* Le Programme contient les composantes ci-après:

Composante 1. Développement inclusif des entreprises des jeunes ruraux

Sous-composante 1.1. Promotion des entreprises des jeunes ruraux. Dans le cadre du PRODER, au moins 52 000 porteurs d'initiatives économiques concluront des conventions d'accompagnement pour la maturation de leurs plans d'affaires et Programmes susceptibles de recevoir le soutien des banques.

Sous-composante 1.2. Appui au développement d'entreprises rurales viables. Grâce à une subvention partielle du PRODER, i) 7 840 microentreprises et petites entreprises rurales viables seront créées ou consolidées (jusqu'à 90% du coût total du Programme pour les entreprises en cours de création et 75% pour les entreprises faisant l'objet d'une accélération ou d'une consolidation) et ii) 39 000 emplois ruraux décents et durables seront créés ou consolidés.

Composante 2. Promotion d'un environnement favorable au développement des entreprises agropastorales

Sous-composante 2.1. Amélioration de l'accès à la terre et aux actifs pour la nutrition et l'entrepreneuriat agricole. Au titre de cette sous-composante, i) au moins 40 000 porteurs de Programmes agricoles, en particulier les jeunes et les personnes autochtones (Batwa), auront accès à la terre à raison d'au moins 0,5 hectare par personne, soit environ 20 000 hectares au total, pour mener des activités de production agropastorale et halieutique et appliquer les connaissances acquises dans le cadre de l'incubation (69% de ces terres relèvent du domaine public, et 21% des coopératives); ii) au moins 80% des terres mobilisées feront l'objet d'une gestion résiliente face aux changements climatiques, grâce à des pratiques de gestion durable et à un accès au foncier sécurisé pour les bénéficiaires, en particulier les jeunes. Des conseils juridiques en matière foncière seront fournis.

Sous-composante 2.2. Développement des infrastructures pour la production et l'accès au marché. Au titre de cette sous-composante, i) au moins 40 000 membres de ménages vulnérables, incluant des jeunes et des femmes, recevront chacun environ 0,5 hectare de terres des collines aménagées (soit près de 20 000 hectares au total), et 0,27 hectare de terres de marais (soit près de 1 000 hectares au total); ii) au moins 30 000 personnes accéderont aux quatre hangars ou silos, aux magasins de stockage et aux abattoirs et/ou emprunteront les 20 kilomètres de pistes de désenclavement.

### Composante 3. Renforcement institutionnel et coordination du programme

Sous-composante 3.1. Appui aux politiques et renforcement institutionnel. Cette sous-composante assurera: i) la révision, l'adaptation, la traduction et la diffusion d'au moins trois règlements ou textes (y compris les mesures qui s'attaquent à la fragilité et répondent aux besoins spécifiques des jeunes afin de faciliter leur accès aux perspectives d'entrepreneuriat agricole); ii) le renforcement du Ministère de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage et de autres ministères impliqués dans le Programme; iii) le renforcement des organisations de producteurs, des partenariats productifs et commerciaux, des réseaux de jeunes « agripreneurs » et des partenaires d'exécution. Le PRODER placera l'entrepreneuriat des jeunes au cœur des discussions stratégiques et institutionnelles.

Sous-composante 3.2. Gestion et coordination du programme. L'unité de facilitation et de coordination du programme (UFCP) et les unités de facilitation et de coordination régionale (UFCR) disposent d'une expertise technique pour veiller à l'intégration des jeunes, de l'environnement, des questions de genre et des enjeux nutritionnels dans le PRODER, et assurer la participation des autorités et des populations à la planification et à la mise en œuvre des activités. Au moins 40 000 jeunes ont adhéré au programme et contribuent massivement à sa planification, à son exécution et à l'obtention de ses résultats.

## II. Dispositions relatives à l'exécution

### 4. L'agent principal du Programme.

L'agent principal du Programme est le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et l'Elevage (MINEAGRIE).

### 5. Comité de pilotage.

Le pilotage et l'orientation seront assurés par le comité stratégique d'orientation et le comité technique de pilotage, chargés des projets du FIDA. L'unité d'audit interne sera rattachée au Ministère des Finances pour asseoir son indépendance par rapport au Programme.

### 6. Unité de gestion du Programme.

L'unité de facilitation et de Coordination du Programme (UFCP) en charge des projets/programmes FIDA au sein du MINEAGRIE sera responsable de la gestion quotidienne du programme. Le Programme sera dirigé par un seul poste de coordination et appuyé par des postes d'experts technique et financiers : i) administration et finance, ii) Passation des marchés, iii) Suivi & évaluation, iv) technique. Pour la gestion financière, un comptable et un assistant administratif et financier seront également recrutés. Chaque nouveau projet (PRODER y compris) sera rajouté au programme. Des équipes complémentaires seront recrutées en fonction des besoins.

### 7. Partenaires stratégiques

Le PRODER offre des possibilités de partenariats avec d'autres donateurs (Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international (Fonds de l'OPEP), Fonds d'adaptation, etc.). En outre, il est prévu d'établir des partenariats avec les organisations de producteurs du pays, des organisations non

gouvernementales, des structures spécialisées de l'Etat, et le Programme alimentaire mondial, dans le cadre d'une collaboration menée au niveau national entre les organismes ayant leur siège à Rome, la Banque africaine de développement et des acteurs privés.

#### 8. Suivi et évaluation

Sur la base des modalités de suivi-évaluation du FIDA et le système harmonisé déjà opérationnel au niveau du programme pays, un système de suivi-évaluation (SSE) basé sur les résultats avec des données désagrégées sera développé pour faire ressortir des informations détaillées et fiables pour soutenir la planification et la prise de décision du PRODER. Le SSE sera intégré dans le système de Suivi Evaluation Automatisé et Décentralisé (SEAD) dont le logiciel appliqué dans un premier temps au PNSADR-IM a été généralisé pour l'ensemble des projets sur financement du FIDA au Burundi. Il intègre le renseignement des données par toutes les parties prenantes et son alignement/harmonisation avec le SSE du MINEAGRIE et du Ministère en charge des finances et de la planification économique. Le SSE du PRODER sera conçu sur la base de la théorie du changement afin de faciliter la mesure des avancées dans l'exécution du Programme à travers le cadre logique. Un logiciel sera acquis pour faciliter la disponibilité en temps réel des données et informations sur l'impact, les effets, résultats et extrants pour chaque objectif spécifique. Il devra également être relié aux indicateurs des objectifs du Programme d'Options stratégiques pour le pays (COSOP).

#### 9. Gestion des connaissances

Les actions permettront d'identifier et de capitaliser les bonnes pratiques et les savoirs générés par le PRODER, afin de les mettre à l'échelle. Les principaux produits de capitalisation des connaissances identifiés au stade de la conception sont : genre, employabilité et entrepreneuriat des jeunes, appui à la communauté autochtone, nutrition, changements climatiques et leurs effets sur les moyens de subsistance, digitalisation agricole et finance verte, bibliothèque numérique des bonnes pratiques, de repérage des connaissances et des innovations. La Spécialiste en Communication et gestion des savoirs sera responsable de ce volet. Elle travaillera en étroite collaboration avec le Spécialiste en Suivi-évaluation afin de s'assurer que les connaissances générées, utilisées et partagées seront fondées sur des données et des preuves. La promotion de l'apprentissage se fera à tous les niveaux partant des communautés au niveaux communal, provincial et national. Les savoirs générés seront valorisés pour améliorer la formulation de politiques et plus généralement la prise de décisions. Suivant la stratégie de gestion de savoirs et de communication mise en œuvre au niveau du programme-pays, les innovations et expériences du PRODER seront régulièrement documentées en vue de disséminer les bonnes pratiques, les leçons apprises et les savoirs générés par le programme. Une attention supplémentaire sera également accordée à la génération de connaissances et d'enseignements pour contribuer au renforcement des capacités institutionnelles.

#### 10. Manuel de mise en œuvre du Programme

Une version préliminaire du manuel d'exécution du programme a été préparée au stade de la conception et servira au démarrage du programme. Elle devra être actualisée au démarrage et recevoir la non-objection du FIDA.



## Annexe 2

### Tableau d'affectation des fonds

#### 1. Affectation du produit du Prêt/Don.

a) Le tableau ci-dessous indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur le paiement du Prêt/Don ainsi que le montant du prêt/don affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories :

Total	Montant alloué au titre du Prêt (exprimé en USD)	Montant alloué au titre du Don (exprimé en USD)	Pourcentage des dépenses autorisées à financer
1. Travaux	680 000	1 930 000	100% HT
2. Equipement et matériels	1 400 000	4 440 000	100% HT
3. Contrats de prestation de service	1 050 000	4 160 000	100% HT
4. Formation	1 500 000	7 510 000	100% HT
5. Fonds d'appui	3 770 000	15 110 000	100% HT
6. Coûts récurrents	1 280 000	5 500 000	100% HT
Non alloué	1 070 000	4 300 000	
<b>TOTAL</b>	<b>10 750 000</b>	<b>42 950 000</b>	

b) Les termes utilisés dans le tableau ci-dessus se définissent comme suit :

- i) Contrats de prestation de service : y inclus assistance technique et études ;
- ii) Fonds d'appui : subventions. Le Fonds d'Appui supportera le mécanisme de financement a couts partagés qui sera mis en place par le PRODOR. Il servira à la subvention partielle des entreprises individuelles et collectives en création et en développement (accélération). Les montants des subvention et apport des promoteurs sont indicatifs car seront déterminés dans chacun des cas après une analyse approfondie des plans d'affaires. Cependant, les maximas sont les suivants : 90 pour cent pour les entreprises en création et 75 pour cent pour les entreprises en accélération/consolidation.
- iii) Coûts récurrents : y inclus salaires, indemnités et coûts opérationnels.

#### 2. Modalités de décaissement

Avance de démarrage. Les retraits relatifs aux dépenses de démarrage (dans les catégories 2, 3 et 6) engagées avant la satisfaction des conditions générales de retrait ne doivent pas dépasser un montant total de trois cent mille dollars des Etats-Unis (300 000 USD). Les activités à financer au titre des coûts de démarrage nécessiteront un accord préalable du FIDA pour être considérées comme autorisées.

## Annexe 3

### *Clauses particulières<sup>1</sup>*

#### **I. Dispositions générales**

Conformément aux dispositions de la section 12.01 a) xxiii) des Conditions Générales, le Fonds peut suspendre, en tout ou partie, le droit de l'Emprunteur/Bénéficiaire de solliciter des retraits du compte du prêt du Fonds si l'Emprunteur/le Bénéficiaire n'a pas respecté l'une quelconque des clauses énoncées ci-dessous, et si le FIDA a établi que ladite défaillance a eu, ou risque d'avoir, un effet préjudiciable important sur le Programme:

1. **Recrutement du personnel.** La sélection du personnel du Programme se fera sur une base compétitive par voie d'appel à candidatures publié dans la presse nationale, selon les procédures actuelles de l'Emprunteur/Bénéficiaire, sur la base de contrats dont la durée ne pourra excéder la durée du Programme. Le personnel sera soumis à des évaluations de performances organisées annuellement. Il pourra être mis fin à leur contrat ou à leur affectation en fonction des résultats de ces évaluations. Le recrutement du personnel ainsi que la décision de mettre fin à leurs fonctions ou à leur affectation se fera en consultation avec le FIDA. L'Emprunteur/Bénéficiaire encouragera les femmes à postuler aux postes techniques à pourvoir dans le cadre du Programme.
2. **Égalité.** Toute discrimination fondée sur le sexe, l'âge, l'appartenance ethnique ou religieuse ne sera pas admissible lors du recrutement du personnel du Programme, conformément aux lois en vigueur sur le territoire du Bénéficiaire. Cependant, le Bénéficiaire s'engage, à compétence égale, à privilégier les candidatures de femmes à pourvoir dans le cadre du Programme.
3. Dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de l'Accord de financement, le Programme achètera et installera un logiciel de comptabilité personnalisé, conformément aux pratiques en vigueur dans les Programmes soutenus par le FIDA, afin de satisfaire aux normes comptables internationales et aux exigences du FIDA.
4. Dans les six (6) mois suivant l'entrée en vigueur de l'Accord de financement, le Programme conclura un protocole d'accord avec les partenaires de mise en œuvre qui structurera la collaboration, définira les rôles, les responsabilités et les devoirs en matière de mise en œuvre et de gestion financière, comptabilité et rapport.
5. *Planification, suivi et évaluation.* L'Emprunteur/le Bénéficiaire veillera à ce que (i) un système de Planification, de Suivi et d'Evaluation (PM&E) soit mis en place dans les douze (12) mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord.
6. *Mesures anticorruption.* L'Emprunteur/le Bénéficiaire doit se conformer à sa politique et à celle du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.
7. **Harcèlement sexuel, exploitation sexuelle et abus.** L'Emprunteur/Bénéficiaire et les parties au Programme doivent s'assurer que le Programme est exécuté conformément aux dispositions de la politique du FIDA en matière de prévention du harcèlement sexuel, de l'exploitation sexuelle et des abus sexuels, qui peut être modifiée de temps à autre.
8. **Utilisation des véhicules du Programme.** L'Emprunteur doit s'assurer que:
  - a) tous les véhicules achetés dans le cadre du Programme sont affectés pour la mise en œuvre du Programme;

---

<sup>1</sup> À convenir avec l'équipe de négociation qui doit inclure et adapter le libellé à chaque négociation.

- b) Les types de véhicules achetés dans le cadre du Programme sont adaptés aux besoins du Programme ; et
- c) Tous les véhicules transférés ou achetés dans le cadre du Programme sont exclusivement destinés à une utilisation pour le Programme.

9. Outil de Suivi des Contrats au sein du portail client du FIDA (ICP). L'emprunteur/Bénéficiaire doit s'assurer qu'une demande pour accéder à l'outil de suivi des contrats du Programme sur le portail client du FIDA (ICP) est envoyée au FIDA. L'Emprunteur/Bénéficiaire doit s'assurer que tous les contrats, protocoles d'accord, bons de commande et paiements connexes sont enregistrés dans l'Outil de Suivi des Contrats sur ICP en ce qui concerne la passation de marchés de biens, de travaux, de services, de services de conseil, de services autres que de conseil, de contrats communautaires, de dons et de contrats de financement. L'Emprunteur/Bénéficiaire doit s'assurer que les données sur les contrats sont mises à jour sur une base trimestrielle pendant la mise en œuvre du Programme.

10. Le personnel clé du Programme inclut : le Coordonnateur de Programme, le Responsable Administratif et Financier, le responsable du suivi-évaluation, les responsables de composantes techniques, le responsable de la passation des marchés. Afin d'aider à la mise en œuvre du Programme, l'Unité de Gestion du Programme/l'Unité de Mise en Œuvre du Programme, sauf accord contraire avec le FIDA, emploiera ou fera employer, selon les besoins, du personnel clé dont les qualifications, l'expérience et les termes de référence sont satisfaisants pour le FIDA. Le personnel clé du Programme sera recruté de manière compétitive dans le cadre d'un contrat de travail. Le recrutement du personnel clé du Programme est soumis à la non-objection préalable du FIDA. Le Personnel Clé de Programme est soumis à une évaluation annuelle et le renouvellement de son contrat est soumise à une performance satisfaisante. Tout contrat signé par le personnel clé du Programme doit être conforme à la réglementation nationale du travail ou aux normes internationales du travail de l'OIT (la plus stricte des deux s'appliquant) afin de satisfaire aux conditions du SECAP 2020 du FIDA. Le renouvellement répété de contrats à court terme doit être évité, à moins qu'il ne soit justifié de manière appropriée par les circonstances du Programme.

## **II. Dispositions SECAP**

1. L'Emprunteur/Le Bénéficiaire doit réaliser la préparation, la conception, la construction, la mise en œuvre et l'exploitation du Programme conformément aux neuf standards et autres mesures et exigences énoncées dans les Procédures actualisées d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA ("SECAP Edition 2021"), ainsi qu'à toutes les lois et réglementations applicables à l'Emprunteur/Bénéficiaire et/ou aux entités relatives aux questions sociales, environnementales et de changement climatique d'une manière et sur un fond satisfaisants pour le FIDA. L'Emprunteur/Le Bénéficiaire ne devra pas amender, modifier ou renoncer aux dispositions du SECAP Edition 2021, sauf accord écrit du Fonds dans l'Accord de Financement et/ou dans le(s) Plan(s) de Gestion, le cas échéant.

2. Pour les projets présentant des risques sociaux, environnementaux et climatiques élevés ou substantiels, l'Emprunteur/le Bénéficiaire devra procéder à la mise en œuvre du Programme conformément aux mesures et exigences énoncées dans les évaluations d'impact environnemental et social stratégiques (EIES)/le cadre de gestion environnementale, sociale et climatique (CGESC) et/ou plans/cadres d'action de réinstallation (P/CAR) et plans de gestion environnementale, Plans de gestion environnementale, sociale et climatique (PGESC) pour les Programmes à haut risque et une version abrégée des EIES et/ou une version abrégée du P/CAR et PGESC pour les Programmes à risque substantiel et Plans de Consentement Libre, Préalable et Informé (PCPI), Plans de mise en œuvre du PCPI, Plans pour les Peuples Autochtones (PPA), Plans

de gestion des pesticides, Plans de gestion des ressources culturelles et Plans de découverte fortuite (le(s) "Plan(s) de gestion"), selon le cas, pris conformément aux exigences du SECAP tel que mis à jour de temps en temps par le Fonds.

L'Emprunteur/Le Bénéficiaire ne doit pas amender, modifier ou renoncer aux dispositions des PGESC et du/des Plan(s) de gestion, sauf accord écrit du Fonds, et si l'Emprunteur/le bénéficiaire a respecté les mêmes exigences que celles applicables à l'adoption initiale des PGESC et du/des Plan(s) de gestion.

3. L'Emprunteur/Le Bénéficiaire ne doit pas, et doit faire en sorte que l'Agent principal du Programme, tous ses entrepreneurs, ses sous-traitants et ses fournisseurs ne commencent pas la mise en œuvre de travaux, à moins que toutes les personnes affectées par le Programme n'aient été indemnisées et/ou réinstallées conformément au P/CAR /version abrégée du P/CAR abrégé, au PCPI et/ou au calendrier de travaux et d'indemnisation convenu.

4. L'Emprunteur/Le Bénéficiaire doit faire en sorte que l'Agent principal du Programme se conforme à tout moment, pendant l'exécution du Programme, aux normes, mesures et exigences énoncées dans le SECAP Edition 2021 et le(s) Plan(s) de gestion, le cas échéant.

5. L'Emprunteur/Le Bénéficiaire divulguera le Programme et le rapport final de l'EIES et tout autre plan de gestion pertinent avec les parties prenantes du Programme et les parties prenantes dans un endroit accessible dans la zone affectée par le Programme, sous une forme et dans une langue compréhensible par les personnes affectées par le Programme et les autres parties prenantes. La communication tiendra compte de tout besoin d'information spécifique de la communauté (par exemple, culture, handicap, alphabétisation, mobilité ou sexe).

6. L'Emprunteur/Le Bénéficiaire s'assure ou fait en sorte que l'Agent principal du Programme s'assure que tous les documents d'appel d'offres et les contrats pour les biens, les travaux et les services contiennent des dispositions qui exigent que les entrepreneurs, les sous-traitants et les fournisseurs se conforment à tout moment dans l'exécution du Programme aux normes, mesures et exigences énoncées dans le SECAP Edition 2021, les CGESC et le(s) Plan(s) de gestion, le cas échéant.

7. L'Emprunteur/Le Bénéficiaire veillera à ce qu'un mécanisme de réclamation au niveau du Programme soit établi, facilement accessible, culturellement approprié, disponible dans les langues locales, et adapté à la nature de l'activité du Programme et à ses impacts potentiels, afin de recevoir et de résoudre rapidement les préoccupations et les plaintes (ex. compensation, réinstallation ou restauration des moyens de subsistance) liées à l'exécution environnementale et sociale du Programme pour les personnes qui peuvent être indûment et défavorablement affectées ou potentiellement blessées si le Programme ne respecte pas les normes SECAP et les politiques connexes. Le mécanisme de règlement des griefs au niveau du Programme doit tenir compte des peuples autochtones, de leur droit coutumier et des processus de résolution des conflits. Les mécanismes traditionnels ou informels de règlement des litiges des peuples autochtones concernés doivent être utilisés dans toute la mesure du possible.

8. Tout événement lié à de graves incidents environnementaux, sociaux, de santé et de sécurité (tel que ce terme est défini ci-dessous), à des problèmes de main-d'œuvre ou à des populations adjacentes pendant la mise en œuvre du Programme, qui, en ce qui concerne le Programme FIDA concerné :

(i) a un effet négatif matériel direct ou potentiel ;

(ii) a attiré de manière significative l'attention négative de parties extérieures ou a créé des rapports négatifs importants dans la presse nationale ou les médias ; ou

(iii) donne lieu à des responsabilités potentielles importantes.

L'Emprunteur/Le Bénéficiaire s'assure ou fait en sorte que l'Agent Principal du Programme, les contractants, les sous-traitants et les fournisseurs s'assurent que les processus pertinents définis dans le SECAP Edition 2021 ainsi que dans les PGESC et le(s) Plan(s) de Gestion (le cas échéant) sont respectés.

Dans l'éventualité d'un tel événement, l'Emprunteur/le Bénéficiaire devra :

- Informer rapidement le FIDA ;
- Fournir des informations sur ces risques, impacts et accidents ;
- Consulter les parties prenantes par le Programme sur la manière d'atténuer les risques et les impacts ;
- Effectuer, le cas échéant, des évaluations supplémentaires et des engagements des parties prenantes conformément aux exigences du SECAP ; et
- Ajuster, le cas échéant, le mécanisme de règlement des griefs au niveau du Programme conformément aux exigences du SECAP ;
- Proposer des changements, y compris des mesures correctives au(x) plan(s) de gestion (le cas échéant), conformément aux résultats de cette évaluation et de ces consultations, pour approbation par le FIDA.

Un Incident **ESHS** grave signifie un incident, un accident, une plainte grave concernant des questions environnementales, sociales (y compris le travail et la communauté), de santé et de sécurité (ESSS) qui se produisent dans le cadre du prêt ou des activités de l'Emprunteur/Bénéficiaire. Les incidents ESSS graves peuvent comprendre des incidents de nature : (i) environnementale, (ii) professionnelle, ou (iii) de santé et de sécurité publiques, ou (iv) sociale, ainsi que des plaintes et griefs matériels adressés à l'Emprunteur/Bénéficiaire (par ex. toute explosion, tout déversement ou tout accident du travail entraînant la mort, des blessures graves ou multiples ou une contamination matérielle de l'environnement, les accidents de membres du public/des communautés locales entraînant la mort ou des blessures graves ou multiples, le harcèlement sexuel et la violence impliquant la main-d'œuvre du Programme ou en rapport avec des menaces graves pour la santé et la sécurité publiques, une compensation de réinstallation inadéquate, perturbations des écosystèmes naturels, pratiques discriminatoires dans la consultation et l'engagement des parties prenantes (y compris le droit des peuples autochtones à un consentement libre, préalable et éclairé), toute allégation nécessitant l'intervention de la police ou d'autres autorités chargées de l'application de la loi, comme des pertes de vies humaines, des violences sexuelles ou des abus sur des enfants, qui (i) ont, ou sont susceptibles d'avoir un effet négatif important ; ou (ii) ont attiré ou sont susceptibles d'attirer une attention négative substantielle de parties extérieures ou (iii) de créer des rapports médiatiques/de presse négatifs substantiels ; ou (iv) donnent, ou sont susceptibles de donner lieu à des responsabilités potentielles importantes.

9. Sans limitation de ses autres obligations de signalement en vertu de la présente convention, l'emprunteur/bénéficiaire doit fournir au Fonds :

- Des rapports sur l'état de conformité avec les normes, mesures et exigences énoncées dans le SECAP Edition 2021, les PCSE et le plan de Gestion (le cas échéant) sur une base semestrielle - ou à toute autre fréquence convenue avec le Fonds ;
- Des rapports sur tout incident et/ou accident social, environnemental, de santé et de sécurité survenu pendant la phase de conception, la mise en œuvre du Programme et proposer des mesures correctives. L'Emprunteur/Bénéficiaire divulguera les informations pertinentes de ces rapports aux personnes affectées dans les plus brefs délais dès la soumission desdits rapports ; et

- Les rapports sur tout manquement aux normes, mesures et exigences énoncées dans SECAP Edition 2021 et le(s) plan(s) de Gestion (le cas échéant), rapidement après avoir pris connaissance d'un tel manquement.

10. L'Emprunteur/Le Bénéficiaire devra coopérer pleinement avec le Fonds concernant les missions de supervision, les examens à mi-parcours, les visites sur le terrain, les audits et les visites de suivi à entreprendre conformément aux exigences du SECAP Edition 2021 et du/des Plan(s) de Gestion (le cas échéant), comme le Fonds le juge approprié en fonction de l'échelle, de la nature et des risques du Programme.

11. En cas de contradiction/conflit entre le(s) Plan(s) de Gestion, le cas échéant, et l'Accord de Financement, l'Accord de Financement prévaudra.